

HISTOIRE

1871-2021: une révolution en commun

L'insurrection du 18 mars 1871 marquait le début de la Commune de Paris, une expérience démocratique révolutionnaire d'une étonnante modernité et dont l'impact dépassa les frontières de la France. La tuerie qui l'acheva deux mois et demi plus tard ne put ensevelir les espoirs des communards, qui aujourd'hui encore agitent la rue.

MERCREDI 17 MARS 2021 BENITO PEREZ

CET ARTICLE VOUS EST OFFERT PAR LE COURRIER

Chaque jour Le Courrier vous offre de nouveaux articles à lire. Abonnez-vous pour soutenir un média indépendant et critique.

JE M'ABONNE



La "barricade de la place Blanche défendue par des femmes", lithographie d'Hector Moloch. CC-BY

FRANCE ▶ «Faisons la révolution d'abord, on verra ensuite!» Au soir du 18 mars 1871, la phrase attribuée à Louise Michel résume l'état d'esprit de bien des Parisien·nes qui viennent de bouter l'armée et le gouvernement français hors de la capitale. En tentant de saisir les canons que Paris avait offerts à la Garde nationale, le gouvernement «capitulard» a déclenché ce qui sera l'ultime révolution du siècle. Débarassée presque par accident de cet exécutif national honni pour avoir signé la paix avec la Prusse, la capitale française est soudain livrée à elle-même et à l'histoire. Dix jours plus tard, la Commune est déclarée et le cap mis sur une république sociale, radicale, avant-gardiste, revanche enfin, pense-t-on, des échecs de 1830 et de 1848.

> Lire aussi notre éditorial: [La Commune de Paris? Si actuelle!](#)

République. Le mot d'ordre rassemble bonne part des 2 millions de Parisien·nes. Lorsqu'en septembre 1870 l'empereur Napoléon III est fait prisonnier par la Prusse à Sedan, l'Assemblée nationale s'accorde sur sa déchéance et nomme un gouvernement de «défense nationale». Le peuple et ses élus républicains ne s'en contentent toutefois pas. Après Lyon, Paris proclame la Troisième République depuis l'Hôtel de Ville. Les libertés publiques sont rétablies. Clubs et journaux fleurissent.

Dans la ferveur, on organise la riposte contre la Prusse, qui bientôt fait le siège de la capitale. Des milliers de citoyens rejoignent la Garde nationale, qu'on arme par souscription. Mais ni les tentatives de sorties de Paris ni l'arrivée de troupes provinciales n'auront raison du Reich naissant.

Armistice

Surtout, une partie du gouvernement français craint davantage le poids grandissant du Paris rouge que l'armée de Guillaume de Prusse. Un premier soulèvement le 31 octobre avait déjà failli renverser l'exécutif et établir un Comité de salut public. Rebelotte le 22 janvier 1871. La disette qui s'installe et de nouveaux échecs militaires risquent de faire basculer la capitale: le 26 janvier, sous l'impulsion du modéré Jules Favre, le gouvernement signe l'armistice. Et pour faire barrage à la gauche, convoque immédiatement des législatives sous le signe de la paix.

Le 8 février, son pari est gagné. La majorité rurale (les deux tiers du pays) élit une Chambre conservatrice et pacifiste, qui siège prudemment à Bordeaux avant de se fixer à Versailles. La cité de Louis XIV hébergera aussi le nouveau chef de l'exécutif, le monarchiste Adolphe Thiers, au grand dam de la députation parisienne, acquise à la république.

Le 18 mars, c'est le basculement. Dix mille militaires prennent position dans Paris aux petites heures du matin. Quatre mille occupent Montmartre, où sont stockés les canons de la Garde nationale. Les femmes, premières levées, sonnent l'alerte. Une foule hétéroclite et pacifique s'interpose, des barricades sont dressées. L'armée refuse de tirer sur la population. Deux généraux sont arrêtés puis fusillés, le gouvernement s'éclipse discrètement.

Par et pour le peuple

«Paris s'est reconquis», écrit le 21 mars le journaliste Jules Vallès, futur élu de la Commune. Encore faut-il faire quelque chose de cette victoire. Installée à l'Hôtel de Ville, la Fédération de la Garde nationale (FGN), dont la direction majoritairement ouvrière a été élue trois jours plus tôt par les volontaires en armes, prend les choses en mains. Elle annonce des élections municipales le 26, malgré l'opposition de l'Assemblée nationale, et décrète ses premières mesures sociales: moratoire des loyers et des dettes.

Son appel aux citoyens est placé sous le signe de la démocratie sociale: «Ne perdez pas de vue que les hommes qui vous serviront le mieux sont ceux que vous choisirez parmi vous, vivant votre propre vie, souffrant des mêmes maux.

«Défiez-vous autant des ambitieux que des parvenus; les uns comme les autres ne considèrent que leurs propres intérêts et finissent toujours par se considérer comme indispensables. (...) Evitez également ceux que la fortune a trop favorisés, car trop rarement celui qui possède la fortune est disposé à regarder le travailleur comme un frère.»

L'appel est suivi à la lettre. Si seule une douzaine de candidats de la FGN passe la rampe, la moitié de l'assemblée est composée d'ouvriers, alors que les professions libérales et les journalistes comptent en tout une vingtaine d'élus. Et parmi les cinq patrons choisis par le suffrage, Eugène Pottier, dessinateur sur tissus, restera surtout célèbre pour son poème L'Internationale, devenu hymne du mouvement ouvrier!

Lorsque la Commune est proclamée, le 28 mars, devant une foule immense, l'Association internationale des travailleurs (AIT) et les chambres syndicales en composent l'axe principal. Une prédominance que renforce le refus d'une quinzaine d'élus modérés de siéger dans une enceinte jugée illégitime. Car en face, socialistes, blanquistes, républicains radicaux, libertaires et même jacobins, la majorité plurielle de l'Assemblée est bien décidée à empiéter sur les prérogatives nationales, mue par l'idée de l'autonomie municipale, qui voit la souveraineté de la France s'exprimer également dans la souveraineté de ses Communes, celle de Paris en premier lieu.

Une fois n'est pas coutume, la composition du parlement correspond à la sociologie d'une cité encore largement populaire. Parmi ses 2 millions d'habitantes, la capitale compte «plus de 900'000 employés et ouvriers, 114'000 domestiques, 45'000 concierges. La composition 'industrielle et commerciale' représente environ 70% de la population parisienne.»¹

Aller vite

L'attente est immense. Malgré les appels au boycott, la campagne éclair, l'absence des prisonniers de guerre et celle des exilés, la moitié des inscrits se sont rendus aux urnes. Sous l'impulsion de Léo Frankel et de Benoît Malon, tous deux membres de l'AIT, la Commune et sa commission du Travail se mettent rapidement au service des petites gens. Contre le chômage et les abus des intermédiaires, on organise un bureau d'embauche. Les retenues de salaire punitives sont interdites, de même que le travail de nuit. Le Mont-de-Piété est réformé.

Toucher à la propriété privée serait impopulaire et la chute de la production causée par le siège incite les communards à la prudence. Sous l'influence des proudhoniens, on préfère soutenir «l'association ouvrière» par la création de coopératives ou l'autonomisation d'entreprises publiques. On réquisitionne tout de même les ateliers et les logements abandonnés par la bourgeoisie en fuite. La journée de dix heures est décrétée à la fabrique de réparation des armes. Le principe d'un salaire minimum est adopté. Mais c'est la Municipalité qui doit montrer la voie: les hauts salaires y sont limités, les bas augmentés.

Fidèle à la devise de l'AIT, la commission du Travail ne veut pas se substituer aux travailleurs et aux travailleuses. Pour chacun de ses décrets, elle prend soin de consulter syndicats, clubs et organisations populaires. A la démocratie représentative, les communards opposent la démocratie participative. Et la surveillance des élus, révocables à tout moment.

Exclues de la Commune, les femmes sont présentes dans les clubs, les associations. L'Union des femmes est régulièrement consultée par les commissions du Travail et de l'Enseignement. Dans les quartiers comme dans les secteurs, l'heure est à l'auto-organisation. Ainsi de la Fédération des artistes qui oriente l'action culturelle de la Commune et pourfend l'académisme et la censure. Pottier, Manet, Courbet en sont. Le théâtre est aux mains des artistes. Les musées se démocratisent. L'école s'ouvre à l'art.

La religion n'échappe pas à la révolution. «La liberté de conscience est la première des libertés», décrète la Commune, qui supprime le budget des cultes et laïcise la santé, l'assistance. Et l'école, bien sûr, gratuite et obligatoire, lieu d'intenses débats pédagogiques avant-gardistes.

Défaite militaire

L'élan, remarquable, n'en demeure pas moins brouillon. La Commune tâtonne entre collégialité extrême et excès d'autorité. L'administration, désertée par l'ancienne fonction publique, peut s'appuyer sur le volontariat, mais sur le plan militaire la désorganisation se paie de plus en plus chèrement. Isolée depuis les échecs des Communes de Marseille, Lyon ou Saint-Etienne, Paris essuie dès le 2 avril le feu des troupes gouvernementales, qui reprennent chacune des positions avancées de la Commune. Le 9 mai, Paris est hermétiquement encerclée.

L'assaut final des Versaillais, le 21 mai, surprend pourtant la capitale. Cent cinquante mille hommes entrent aisément par le nord et l'ouest. Bien qu'elle ne rencontre que peu de résistance, l'armée d'Adolphe Thiers ne fait pas de prisonniers. Les exécutions sont systématiques. C'est le début de la «Semaine sanglante».

A mesure qu'elle approche des quartiers populaires, la troupe doit toutefois ralentir. Faubourg par faubourg, les barricades tombent, les pelotons d'exécution se déchaînent. Le 24, la Commune réplique en abattant une soixantaine d'otages, parmi lesquels l'archevêque de Paris.

Semaine sanglante

Le 29 mai, après une semaine de combats acharnés mais inégaux, le fort de Vincennes, ultime bastion de la résistance, est pris. La Commune a vécu. Les exécutions se poursuivront jusqu'au 7 juin. On estime qu'au moins 20'000 personnes ont payé de leur vie l'utopie communarde. **Quelque cinq mille autres ont pris le chemin de l'exil, notamment en Suisse**. Plus de quarante mille arrestations déboucheront sur dix mille condamnations, pour moitié à la déportation et aux travaux forcés. Il faudra neuf ans à la France, désormais République assumée, pour pardonner l'insurrection parisienne et amnistier la Commune.

Il y a 150 ans, Paris s'est éveillée

JEUDI 18 MARS 2021

L'insurrection de mars 1871 inspira une expérience démocratique révolutionnaire d'une étonnante modernité. L'impact de la Commune de Paris dépassa les frontières de la France.

A lire également

FRANCE Lien entre le tueur de Nice et les réseaux terroristes pas établi LUNDI 18 JUILLET 2016 ATS	FRANCE Tourner la page du passé colonial JEUDI 7 DÉCEMBRE 2017 BENJAMIN MASSE	COVID-19 Oxygène confisqué DIMANCHE 29 MARS 2020 JÉRÔME DUVAL	FRANCE Du monde à la manif anti-avortement à Paris DIMANCHE 20 JANVIER 2019 ATS
---	--	--	--

FRANCE

Lien entre le tueur de Nice et les réseaux terroristes pas établi

LUNDI 18 JUILLET 2016

ATS

FRANCE

Tourner la page du passé colonial

JEUDI 7 DÉCEMBRE 2017

BENJAMIN MASSE

COVID-19

Oxygène confisqué

DIMANCHE 29 MARS 2020

JÉRÔME DUVAL

FRANCE

Du monde à la manif anti-avortement à Paris

DIMANCHE 20 JANVIER 2019

ATS

QUI SOMMES-NOUS?

Charte rédactionnelle

Association éditrice

L'équipe

Soutenir Le Courrier

Contacts

PUBLICITÉ / PARTENARIATS

Tarifs publicitaires

Partenariats

Naissances et Mortuaires

BOUTIQUE

Parrainage essai web

Tu es la sœur que je choisis

Hors-série n°3 - Tous égales

Don / Souscription

ABONNEMENTS

abonnements

Conditions générales de vente

Réductions de la Carte Coté Courrier

ABONNEZ-VOUS

RÉGIONS

Genève

Neuchâtel

SUISSE

INTERNATIONAL

Solidarité

CULTURE

Cinéma

Musique

SOCIÉTÉ

Égalité

Écologie

OPINIONS

Édito

Contrechamp

DOSSIERS

La grève du climat

La grève des